

Bujumbura s'insurge contre le dernier rapport d'Amnesty International

RFI, 31-07-2014 Le gouvernement burundais répond aux «allégations» d'Amnesty Mardi 29 juillet, Amnesty International sortait un rapport sur le Burundi qui dénonçait une « campagne incessante d'intimidation » contre l'opposition et les voix critiques, à l'approche de la présidentielle de juin 2015 dans ce pays. Pour Philippe Nzobonariba, porte-parole du gouvernement, ces « allégations » sont de « purs mensonges ». Dans le document publié mardi, Amnesty International pointe notamment du doigt les restrictions qui frappent de plus en plus l'opposition, la société civile et les médias indépendants, ainsi que les violences politiques croissantes à l'actif des Imbonerakure, les jeunes affiliés au parti au pouvoir.

La réponse gouvernementale à ces affirmations ne s'est pas fait attendre. Dans une charge virulente contre l'organisation internationale des droits de l'homme il l'a accusé ce mercredi de s'être mise aux services du régime. Le secrétaire général et porte-parole du gouvernement, Philippe Nzobonariba, a ainsi qualifié sur RFI de « purs mensonges » ces « allégations ». « D'autant plus, ajoute-t-il, que les libertés d'expression et de réunion sont au grand jour, du côté des partis politiques, comme du côté des associations de la société civile, ou des médias, qui agissent, en toute indépendance et sans menacer l'action du gouvernement. » Pour Philippe Nzobonariba, l'ONG fait l'instrument des adversaires politiques du gouvernement, qui cherchent selon lui à mettre de l'huile sur le feu à quelques mois des élections générales de 2015 au Burundi. « Le gouvernement n'a pas été accusé d'être un régime tellement tendancieux [et] partisan, poursuit le porte-parole. Il a été ridiculisé par des groupes politiques, des groupes d'individus de la société civile, qui accablent quotidiennement le gouvernement, et que Amnesty International s'approprie. Il s'agit en fait d'un rapport sans crédibilité aucune aux yeux du gouvernement du Burundi, mais qui cherche à semer la confusion, à envenimer l'environnement électoral qui s'approche, tout comme ils ont tenté de le faire en 2005 ».